

# POUR UN 1<sup>ER</sup> MAI DE LUTTE DES CLASSES

Le 1er Mai, c'est quoi déjà ? Fête du muguet ? Fête du Travail ? Ou journée internationale des travailleurs ?

Rejetons une bonne fois pour toute l'appellation de «fête du travail», héritée du gouvernement de Vichy, et redonnons au 1er mai sa vraie teneur: celle des travailleurs.

Car c'est bien la journée de nos luttes :

-Passées : celles menées par plusieurs générations contre un capitalisme qui exploite et brise les vies. Porteuses de conquêtes sociales, de recul du patronat (temps de travail, salaires, solidarités et protections sociales), porteuses d'espoir vers un monde débarrassé des exploiteurs et profiteurs.

-Présentes : le monde grouille de révoltes alors que la « crise » sert à resserrer les étaux. Les patrons et gouvernements nous demandent de nous serrer la ceinture alors que les galères de fin de mois commencent dès la deuxième semaine. Ils démolissent nos solidarités (retraites, sécu, chômage) et nos services publics tout en se félicitant d'une « reprise » qui serait à la porte.

-Futures, car tout est à construire ! Nous n'avons pas à nous contenter des miettes promises ici et là pour calmer nos colères. Personne ne travaille à notre place, personne ne décide à notre place ! N'en déplaise aux grincheux, aux défaitistes et aux apôtres du marche-ou-crève qui voudraient nous voir baisser la tête, la lutte des classes est bien vivante et les syndicats de combat ont de beaux jours devant eux !



Alors on se promène ?

Jour férié, jour printanier...et si, plutôt que se balader, le 1er Mai était une occasion de l'ouvrir ?

Se réapproprier ce jour comme un espace où se rencontrer, discuter, partager, revendiquer.

De l'étudiant qui galère entre son « p'tit boulot » et sa chambre insalubre au retraité dont on rogne sur la pension, de l'intérimaire à qui l'on fout la pression au prof dont les conditions de travail sont détruites par la dernière réforme du jour, de l'employé dont le salaire n'a pas bougé depuis 10 ans au chômeur radié, on a tous une bonne raison de manifester le premier mai !

Viens donc rejoindre les travailleurs-euses qui manifestent, rencontrer la CNT, syndicat de combat

Marre de la pression, du chantage au chômage, des humiliations, d'être obligés de travailler n'importe comment et à n'importe quelle heure. Marre des loyers qui augmentent, de devoir choisir entre les pâtes et le riz, entre l'esclavage et la misère.

Pourtant face à tout ça il y a... le syndicat ! Des travailleurs-euses uniEs pour se défendre, pour organiser les luttes, se réapproprier nos outils de travail. Reprendre le contrôle de nos vies.

Une bonne fois pour toutes :  
**Travaillons toutes et tous,  
moins et autrement !  
Pour vivre mieux !**

*Privatisation des services publics, casse du système de retraite, et remise en cause de la sécurité sociale. Face à une tension sociale grandissante, la classe dirigeante sait entretenir la confusion entre les travailleuses et saboter toute tentative de convergence interprofessionnelle. La banalisation d'un discours fascisant et l'affirmation d'une société toujours plus individualiste n'ont pour objectif que d'étouffer toute tentative de contestation sociale. Pourtant, malgré les échecs, les mobilisations de ces dernières années ont démontré notre capacité à nous rassembler.*

Ce 1er Mai ne doit pas être un énième hommage aux travailleuses et aux luttes victorieuses du siècle dernier, dont nous n'avons pas su défendre les acquis.

Le patronat, qui se félicite ouvertement d'être en passe de remporter la lutte des classes, nous contraint à en ouvrir une nouvelle page et à ne plus rien lui concéder. Il s'agit aujourd'hui de lancer des dynamiques offensives pour promouvoir un projet de société réaliste en rupture avec le capitalisme.

L'heure n'est plus aux revendications de hausse des salaires ou d'augmentation du pouvoir d'achat

qui ne feront que perdurer un système en faillite. En ce 1er mai, il nous faut exiger une répartition équitable du temps de travail, car permettre à chacun-e d'entre nous d'avoir un emploi c'est neutraliser l'outil de pression du patronat qu'est le chômage. Mais tout comme le capitalisme, le salariat est un système qui repose sur le maintien des inégalités. C'est une impasse supplémentaire qu'il nous faudra dépasser. Promouvoir l'autogestion, c'est encore le meilleur moyen de ne pas asservir ceux et celles qui produisent au profit de spéculateur-rices.

Baisser le temps de travail, c'est aussi dégager du temps pour s'investir dans la vie et la gestion de la société sans déléguer constamment notre pouvoir de décision à une élite dont nous ne partageons pas les intérêts.

Construire une société solidaire, c'est accepter collectivement d'assumer nos responsabilités individuelles.

Dès aujourd'hui, construisons dans la lutte l'unité entre toutes les travailleuses, les chômeuses, avec ou sans papiers, pour mener à bien un véritable projet révolutionnaire.

# LES MAUVAIS JOURS FINIRONT...

Depuis 2009, nous payons les conséquences de la crise des requins de la finance. L'argent public a servi à renflouer les banques, qui demandent maintenant des comptes aux États. Grèce, Irlande, Portugal, à qui le tour ? Les États aux ordres de la finance (FMI, Banque mondiale, etc.) imposent la réduction des déficits publics.

## POUR EUX :

- s'accaparer les richesses produites par les travailleurs (salaires astronomiques, parachutes dorés, actionnaires, CAC 40...);
- privatiser le bien public à leur profit ;
- créer une crise qui les enrichit davantage ;
- faire de l'argent vite en occultant les conséquences à long terme sur l'environnement et les populations.

## POUR NOUS :

- la précarité ;
- les bas salaires ;
- les conditions de travail dégradées ;
- l'augmentation du prix des biens indispensables (alimentation, loyer, énergies...);
- la casse de l'éducation, de la santé, des transports, des communications...

## BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES

### La Section FAU (Supérieur Recherche) de la CNT lance une campagne contre la mise en place de Monéo dans les Universités Bretonnes

A la rentrée universitaire 2011-2012 vont fleurir, fac après fac, divers outils numériques imposés relevant au mieux du gadget coûteux, au pire de l'outil de flicage inquiétant : Télé-amphis (Comme en médecine depuis des années), vidéo-cours en ligne et autres ENT (Espaces Numériques de Travail). Cela soulève des questions de pédagogie et de qualité de l'éducation : déshumanisation des études, de plus en plus apparentées à des produits « on-line », accessibilité des profs, économies sur le dos du personnel et des étudiants...

Mais un point est encore plus sinistre, la mise en place de la fameuse « carte multi-service ». Cette carte, de format carte bancaire, avec une puce, sera attribuée à l'ensemble des étudiants et personnels des établissements membres. Elle sert aussi bien de carte d'étudiant que de carte professionnelle et permettra d'accéder à un certain nombre de services liés à la vie interne et externe des établissements.

Cela pose un certain nombre de problèmes, d'ordre éthique mais aussi matériel. En effet, cette carte participe surtout à la vaste campagne de flicage numérique qui concerne l'ensemble de notre société. C'est pourquoi la Section Supérieur Recherche de la CNT se mobilise, depuis quelques mois, pour dénoncer ces méthodes.

### Création du syndicat CNT Santé-Social et Fonction Territoriale d'Ile et Vilaine :

**Pour la défense du service public : nous ne sommes pas vendables !**

Les secteurs social, médico-social et la fonction territoriale sont aujourd'hui en pleine mutation et s'adaptent au néo-libéralisme en inscrivant dans leurs fonctionnements les pratiques nauséabondes du grand capital tout-puissant.

Le but ici n'est pas de vous assommer avec des constats mortifères et de longues explications ardues et souvent indigestes. Au lieu de cela nous reviendrons juste succinctement sur quelques luttes majeures entamées ces derniers temps. Luttés qui, force est de le préciser, n'ont pas eu pour but d'arracher de nouveaux acquis mais juste de se défendre face aux attaques menées par les pouvoirs en place. Ces différentes attaques ont raisonné si fort sur notre quotidien de travailleurs sociaux qu'il s'est avéré vital à quelques camarades de faire renaître un syndicat C.N.T Santé-Social et Fonction Territoriale dans le département d'Ile et Vilaine.

### Recherche : Non à la RGPP, ici comme ailleurs !

Les travailleurs-euses de la recherche se sont rassemblés le 31 mars devant les délégations régionales du CNRS ou encore à son siège national à Paris. Travaillant au CNRS, dans d'autres organismes de recherche (INRA, INSERM, Cemagref...) ou encore dans des universités, un seul mot d'ordre : « Non à la RGPP dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche »

RGPP ?

Sous ce sigle obscur se cache la Révision Générale des Politiques Publiques. Traduction technocratique de l'objectif du gouvernement de ne pas remplacer un poste de fonctionnaire sur deux. 100 000 postes en moins entre 2007 et 2009, 100 000 autres programmés d'ici 2013. Tous les secteurs sont touchés : Santé, éducation, culture, environnement, solidarités... Dans l'éducation nationale c'est 16 000 postes en moins pour l'année 2010-2011. Bref on taille au hachoir dans les effectifs et on verra ce que ça donne.

# Contre l'injustice sociale, le syndicat, au coeur de la production des richesses et des biens, est l'arme des travailleurs

## Pour le partage des richesses entre celles et ceux qui les produisent

- l'augmentation des salaires et des minima sociaux ;
- du travail pour tous ;
- l'amélioration des conditions de travail (dignité au travail).

## Pour un syndicalisme de lutte des classes et de transformation sociale

- la défense et l'amélioration des secteurs publics au service de tous ;
- l'égalité des droits : hommes/femmes, français/immigrés, même patron, même combat !
- l'accès pour tous au logement, à la santé, à l'éducation, à des conditions de vie décentes ;
- le respect de l'environnement et des ressources naturelles.

## BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES BREVES

### **NUCLEAIRE : Une catastrophe de plus... c'est une catastrophe de trop : ça suffit !**

La catastrophe qui s'abat sur le Japon, secousses sismiques, tsunamis, et ses conséquences est dramatique. Une nouvelle centrale nucléaire, au Japon cette fois-ci, menace. Pour autant les risques de l'énergie générée par le nucléaire et la gestion de ses déchets ne sont pas nouveaux. Les problèmes liés à l'enfouissement, au démantèlement des anciennes centrales et la prise en compte des salariéEs qui ont été exposés aux radiations ne sont toujours pas résolus ... et ne le seront pas aujourd'hui, parce que le nucléaire, même si on veut en sortir, ne s'éteindra dangereusement pas de suite. Autant donc s'y prendre rapidement, stopper ce choix de production énergétique, éviter ses dangers et des soucis pour les générations futures.

La CNT exige la sortie du nucléaire. Nous exprimons cette détermination en fonction des dangers sociaux et politiques que représente la filière nucléaire. Pour le développement des énergies alternatives autonomes et/ou d'un service public sans nucléaire, parce que le nucléaire sera toujours anti-démocratique, totalitaire et hiérarchique, la CNT appelle toutes et tous à manifester sa désapprobation et à réfléchir à d'autres modes de consommation énergétique.

### **Droit Au logement et Action Directe**

La CNT dénonce l'hypocrisie de la mairie face aux étrangers et s'oppose à la spéculation immobilière actuelle : 8 000 logements vides dans le département et des personnes mal-logées ou à la rue.

200 personnes sont actuellement dans 3 réquisitions faites par le DAL35 (Droit Au Logement). Ce sont des étrangers en attente de régularisation qui se concentrent sur Rennes car c'est ici qu'ils ont à effectuer leurs démarches administratives.

Entretemps, il faut vivre ou plutôt survivre, les services d'accueil sont submergés. Ils ont droit à un logement et à une petite allocation de subsistance, en contrepartie ils ne peuvent travailler. Pourquoi sont-ils à la rue alors? L'État a créé délibérément cette concentration parce qu'il a appelé (novlang) la régionalisation : il a éliminé en Bretagne toutes les plateformes d'accueil sauf celle de Rennes. Il a diminué de surcroît les sources d'hébergement de moitié. Cela a mis alors beaucoup de monde à la rue.

Que faire ? Face aux carences de l'État, le DAL35 s'organise pour effectuer des réquisitions. Agir de manière illégale pour répondre à un droit fondamental, celui du logement pour tou-te-s, sans distinction aucune, française ou étrangère. L'illégalité au nom de la légitimité.

### **Confédération Nationale du Travail**

**Union Locale des Syndicats de Rennes** Telephone 06.34.98.30.72 Adresse postale : BP 30423, 35004 Rennes CEDEX courriel: cnt.35@cnt-f.org

**Syndicat unifié du bâtiment et des travaux publics de Bretagne** (SUBTP-Bretagne) subtpbretagne@cnt-f.org

**Syndicat CNT des Travailleurs de l'Éducation d'Ille-et-Vilaine (STE-35)** ste35@cnt-f.org / Section supérieur-recherche : faurennes@no-log.org Telephone: 0299141476

**Syndicat des travailleur-se-s de la santé, du social et des collectivités territoriales d'Ille et Vilaine (Sanzo&Ct35)** sante-social35@cnt-f.org

**Syndicat PTT-Haute Bretagne** ptt.35@cnt-f.org

**Syndicat des employéEs, travailleuses-eurs, précaires du Commerce et de l'Industrie de l'Ille et Vilaine (ETPRECI-35)** etpreci.35@cnt-f.org

**Syndicat de la Chimie, des Mines, des Energies et de l'Eau de Bretagne** chimieb@cnt-f.org

**NOUVEAU ! Site internet : [www.cnt-f.org/ul.rennes/](http://www.cnt-f.org/ul.rennes/)**

# Le patron et l'Etat ont besoin de toi Tu n'as pas besoin d'eux

Alors que la grève générale était proche cet automne 2010, nul doute que si l'intersyndicale s'était prononcée unanimement pour la grève jusqu'au retrait, ce mouvement aurait débouché sur un succès et aurait imposé un coup d'arrêt au mauvais coup du gouvernement. Une fois de plus, le mouvement a su déborder le barrage des bureaucraties syndicales. Partout, des actions autonomes, de nombreux blocages, des grèves ont démontré la force de la révolte ouvrière. C'est à la base que la radicalité s'est exprimée parce qu'ici comme ailleurs : **c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons.**



Les députés ont donc adopté contre le peuple en lutte un projet réduisant le droit des travailleurs et anéantissant leur droit à profiter des meilleures années de la retraite. C'est donc 3 contre-réformes conséquentes du régime des retraites qui sont passées en 20 ans : Balladur 1993, Fillon, 2003, Woerth 2010. Lorsque l'on connaît l'espérance de vie de certains corps de métier, on nous prépare une retraite pour les morts. Dans le même ordre d'idée, la pénibilité professionnelle n'est toujours pas prise en compte et réduite à une faveur médicale individuelle.

Ces mêmes députés ont décidé de conserver leur régime de privilégiés qui leur donne droit à un taux plein avec 20 annuités.

**De nombreux salariés ont pu découvrir la solidarité et la pertinence de l'action collective.** Ce mouvement a permis de tisser des liens fraternels et militants, au delà des clivages et des appareils. Il laisse à chacunE de nous le goût d'une riposte à venir.

L'illusion électorale nous conduit à la décadence capitaliste et menace tous les acquis sociaux.

**La démocratie ouvrière ce n'est pas de choisir pour 2012 le nom de celui ou celle qui exécutera les basses besognes dictées par les capitalistes du monde entier :** politiques de rigueur subies par les peuples, dumping social mondial, dé-reglementation du marché du travail, politiques guerrières et sécuritaires, défense des intérêts pétroliers et nucléaires des firmes multinationales au dépend de la nature et des peuples.... Le capitalisme nous entraîne à l'échec permanent et la barbarie.

L'explosion révolutionnaire qui secoue le monde arabe est un mouvement qui s'oppose au FMI et à l'union européenne qui les affament par des prêts dont ils ne peuvent même pas rembourser les intérêts.

Ce sont les mêmes qui imposent la rigueur dans les pays européens au nom de la dette creusée par les spéculateurs. Ce sont les mêmes qui au nom du profit immédiat brisent des vies et des compétences professionnelles par les délocalisations.

Aujourd'hui, les gouvernements européens accompagnent le mouvement capitaliste par des réformes constitutionnelles susceptibles de criminaliser le mouvement syndical au nom de la dette publique.

**Ils veulent instaurer un ordre corporatiste totalitaire, un monde sans syndicats, sans grèves, où il n'y aurait que des partenaires sociaux raisonnables qui cultiveraient l'art de la négociation et du compromis.**

Les grandes conquêtes sociales (congés payés, Smic, retraites, etc.) l'ont été par la rue, par la grève et le plus souvent contre l'avis de gouvernements élus. Aujourd'hui, un choix de société est en jeu, et pour la CNT, notre camp est clair : faire converger les luttes pour exiger une autre répartition des richesses, pour satisfaire les besoins sociaux de toutes et tous, et en finir avec le capitalisme. Oui, la rue est légitime !

**Vive le communisme libertaire !**



**SAMEDI 18 JUN 2011**

20h Apéro-débat

22h Concert de Dub militant

**RÉVOLUTIONS, ICI, MAINTENANT...  
ET APRÈS ?**

Entrée et buffet à prix libre  
La Paillotte 18 rue st Michel / Rennes

